Enterprise Singapore et le secteur du négoce

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

De la promotion du commerce à Enterprise Singapore

L'agence qui administre le programme a changé plusieurs fois de nom. La promotion du commerce fut longtemps la mission d'un organisme public (statutory board) connu plus tard sous le nom d'International Enterprise Singapore. Le 1er avril 2018, IE Singapore fusionna avec SPRING Singapore, l'agence chargée des normes et du développement des petites entreprises, pour former Enterprise Singapore.[1] Le Parlement avait adopté le 5 février 2018 le projet de loi instituant ce nouvel organisme public. Enterprise Singapore relève du ministère chargé du commerce et de l'industrie, qui porte aujourd'hui le nom de Ministry of Energy, Trade and Industry.

La répartition des tâches entre les agences économiques est un trait du modèle singapourien. L'Economic Development Board (EDB, l'agence singapourienne de développement économique), examiné au chapitre III de la partie C, attire les investissements industriels et les sièges régionaux et administre les incitations correspondantes. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), qu'examine la partie E, réglemente et développe le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

secteur financier et administre les incitations destinées aux gestionnaires de fonds et aux établissements financiers. Enterprise Singapore est responsable du commerce et du secteur du négoce. Le Global Trader Programme s'inscrit donc dans une agence dont la mission est de développer la plaque tournante du négoce dans son ensemble, du négociant débutant à la grande maison de négoce mondiale.

L'administration des incitations comme gestion de la relation

L'administration du programme suppose un dialogue continu entre la société et l'agence. La société dépose sa demande au moyen d'un formulaire en ligne, présente son plan d'affaires et négocie ses engagements avec l'agence.[2] Après examen du plan, l'agence fixe le taux, la durée et les conditions, puis contrôle leur respect pendant la durée de l'agrément. Lors du renouvellement, les résultats de la société sont comparés à ses engagements, ce qui permet à l'agence de récompenser l'expansion et d'ajuster les conditions lorsque l'activité reste en deçà.

Cette relation a une dimension publique. À la fin des années 2000 et au début des années 2010, le gouvernement organisait chaque année des rencontres au cours desquelles le ministre chargé du commerce saluait les sociétés nouvellement agréées ou renouvelées. Lors de la rencontre de mai 2009, par exemple, le ministre salua 53 sociétés ayant obtenu le statut GTP et 38 sociétés ayant renouvelé ou amélioré leur statut.[3] Ces manifestations remplissent plusieurs fonctions. Elles permettent à l'État de signaler son engagement envers le secteur et donnent aux négociants un accès aux ministres et aux fonctionnaires, tandis que la communauté des négociants se forge une identité propre. En Suisse, des fonctions comparables reviennent à des acteurs privés tels que l'association professionnelle Suissenégoce.

Les talents : l'International Trading Institute

La plaque tournante du négoce dépend de personnes capables de négocier. Dans les premières années, la plupart des négociants expérimentés à Singapour étaient des expatriés envoyés par les sièges des grandes compagnies pétrolières et des maisons de négoce. Le gouvernement chercha à constituer un vivier local de talents. En 2006,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

la Singapore Management University et IE Singapore lancèrent une filière International Trading au sein du diplôme de gestion d'entreprise de l'université.[4] L'International Trading Institute suivit au sein de l'université en 2007. Ses premiers diplômés trouvèrent un emploi dans des sociétés GTP telles que Cargill, Shell, Vitol, BHP et Louis Dreyfus.[5]

L'investissement dans la formation a porté ses fruits. Selon Enterprise Singapore, les négociants internationaux établis à Singapour avaient créé 16 000 emplois en 2023, dont près de 80 % occupés par des résidents locaux.[6] Ce chiffre inclut les négociants, les opérateurs, les gestionnaires des risques, le personnel de la finance et de la conformité et d'autres fonctions d'appui. Le chapitre IV de la partie J examine la politique plus large d'éducation et d'immigration qui fournit des talents à la place financière.

L'écosystème : banques, logistique, arbitrage

Les conditions du programme lient délibérément les sociétés de négoce au reste de l'économie. En exigeant des sociétés agréées qu'elles recourent largement aux services bancaires, logistiques et d'arbitrage locaux, le programme renforce le pôle qui fait d'abord l'attrait de Singapour. Les banques de financement du commerce, qu'examine le chapitre I de la partie H, financent les cargaisons. Les armateurs, les courtiers maritimes, les sociétés d'inspection et les assureurs accompagnent le mouvement physique des marchandises. Le Singapore International Arbitration Centre (SIAC), examiné au chapitre II de la partie F, tranche les litiges qui surviennent lorsque des cargaisons arrivent en retard, ne sont pas conformes aux spécifications ou restent impayées.

Cet effet de pôle explique pourquoi le gouvernement mesure le succès avant tout en dépenses locales et en valeur ajoutée. En 2007, le ministre indiqua que les sociétés relevant du programme avaient généré en 2006 plus de 5 milliards de S$ de dépenses locales totales et contribué pour plus de 6 milliards de S$ à la valeur ajoutée.[7] Environ un quart des sociétés GTP étaient alors des sociétés singapouriennes, les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

autres étant des groupes étrangers. Le programme servit ainsi à la fois à attirer des maisons de négoce étrangères et à développer des champions locaux, dont certains sont décrits au chapitre V de la présente partie.

Notes

1. Wikipedia, « Enterprise Singapore » (consulté en novembre 2026) : créée le 1er avril 2018 par la fusion d'International Enterprise Singapore et de SPRING Singapore ; le Parlement a adopté le projet de loi instituant l'organisme public unifié le 5 février 2018 ; avant la fusion, SPRING se consacrait aux normes, à l'accréditation et au développement des entreprises, tandis qu'IE Singapore se concentrait sur la promotion du commerce ; un organisme public « under the Ministry of Energy, Trade and Industry ». ↩
2. Enterprise Singapore, « About the Global Trader Programme (GTP) » (enterprisesg.gov.sg, consulté en novembre 2026) : les demandes sont déposées au moyen d'un formulaire en ligne à l'adresse go.gov.sg/gtpform. ↩
3. Lim Hng Kiang, discours lors du Global Trader Networking Dinner 2009, 26 mai 2009 (meti.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « we recognise the 53 new companies that have been granted GTP status » et « the 38 companies that have successfully renewed or upgraded their status ». ↩
4. Lim Hng Kiang, discours lors du Global Trader Summit 2007, 24 mai 2007 (meti.gov.sg, consulté en novembre 2026) : la SMU et IE Singapore « jointly launched the International Trading Track under SMU's existing Business Management Degree » l'année précédente. ↩
5. Lim Hng Kiang, discours lors du Global Trader Networking Dinner 2009, 26 mai 2009 : « The decision to set-up the International Trading Institute (ITI) at the Singapore Management University in 2007 » ; ses premiers diplômés « found employment with GTP clients such as Cargill, Shell, Vitol, BHP and Louis Dreyfus ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

6. Lee Pak Sing, *The Business Times*, 4 septembre 2023, republié par JTC (consulté en novembre 2026) : « These global traders have created 16,000 jobs in Singapore, of which close to 80 per cent went to locals. » ↩
7. Lim Hng Kiang, discours lors du Global Trader Summit 2007, 24 mai 2007 (meti.gov.sg, consulté en novembre 2026) : les sociétés GTP « generating over S$5 billion in local total business spending and contributing over S$6 billion in VA in 2006 » ; « About one-quarter of the GTP companies are from Singapore. » ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com